

HPST: les présidents de CME de CHU craignent une rupture entre les directeurs et la communauté médicale

PARIS, 17 mars 2009 (APM) - Les présidents de commission médicale d'établissement (CME) de CHU craignent que certaines dispositions du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) entraînent une rupture entre les directeurs d'hôpitaux et la communauté médicale, ont indiqué mardi plusieurs d'entre eux lors d'une conférence de presse.

Lors de cette conférence de presse organisée en présence de tous les présidents de CME de CHU à Paris, les responsables de leur Conférence ont redit leur opposition à plusieurs dispositions du projet HPST sur la gouvernance des hôpitaux et réitéré la menace de leurs membres de démissionner (cf dépêche APM CBMCB001).

"Contrairement à ce qui est affirmé, la loi ne va pas accroître la place des médecins dans le fonctionnement de l'hôpital" mais va remettre en cause la "médicalisation" des décisions, a affirmé le président de la Conférence, Alain Destée (CHU de Lille).

Même si les présidents de CME "sont reconnus comme vice-présidents du futur directoire", ils travailleront "dans un environnement très contraint", a-t-il déploré.

Les présidents de CME ne seront en effet plus chargés d'"élaborer" le projet médical de l'établissement mais de le "préparer".

Ils seront absents du processus de contractualisation interne qui pourtant "nourrit et décline le projet médical", et de la préparation du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS).

La Conférence regrette aussi le faible poids qui sera laissé aux présidents de CME dans la désignation des chefs de pôle.

Le projet HPST prévoit que les chefs de pôle seront nommés par le chef d'établissement "après un simple avis du président de la CME et du doyen", a regretté Alain Destée.

De même, seul un "simple avis" du président de la CME sera demandé pour la désignation des membres médicaux du directoire, a-t-il remarqué en estimant que le président de la CME n'aura donc plus guère d'influence dans les choix.

"Nous pensions que nous étions un des moteurs du fonctionnement

renové de l'hôpital et que cela allait être mis à notre crédit", a déploré le Pr Pierre Coriat (AP-HP), vice-président de la Conférence, en faisant référence à la réforme de la gouvernance engagée dans le cadre du plan Hôpital 2007 et qui a permis la création des pôles.

"En deux ans, il y a eu énormément de progrès dans les hôpitaux", a renchéri Alain Destée. "Les médecins se sont formés à la gestion et ont aidé les directeurs dans leur gestion, par exemple pour améliorer le fonctionnement des blocs".

Or le futur directoire sera composé de membres qui seront dans un esprit "productiviste et non plus éthique", a dénoncé le Pr Coriat.

Les hôpitaux vont évoluer vers une gouvernance "individualiste" qui "sera inefficace pour répondre aux problématiques actuelles", a-t-il affirmé.

"Nous devons faire de la qualité le moteur de l'efficience. Or c'est la communauté médicale qui est garante de cette qualité", a-t-il insisté.

La nouvelle réforme "fragilisera le directeur", a ajouté Pierre Coriat.

Alors qu'ils travaillaient jusqu'à présent "en association" avec les doyens et les présidents de CME, "les directeurs vont se trouver en difficulté et se couper de la communauté médicale", a également estimé le Pr Jean-Luc Schmutz (CHU de Nancy), autre vice-président de la Conférence.

PAS UN LOBBY MAIS UN REPRESENTANT D'UNE COMMUNAUTE

Face à cette situation et regrettant que leurs propositions n'aient pas été prises en compte, les présidents de CME de CHU menacent toujours de démissionner voire de suspendre leur participation aux instances des établissements.

Leur menace pourrait devenir réalité au moment de la discussion du projet de loi HPST au Sénat en mai.

La Conférence surveillera également les propositions que pourrait faire la commission Marescaux sur la gouvernance des CHU.

"Nous ne sommes pas un lobby", a récusé le président de la Conférence en reprenant un terme employé vendredi dernier par le président de la République lors de son déplacement à Rambouillet (cf dépêche APM CBMCD002).

"Nous ne sommes pas non plus des mandarins. Nous exprimons le point de vue de la communauté médicale, pas seulement des hospitalo-universitaires mais aussi des praticiens hospitaliers qui sont parfois vice-

présidents de CME", a-t-il assuré.

Présent en tant qu'"observateur" à la conférence de presse, le président de la Coordination médicale hospitalière (CMH) a proposé une rencontre de toutes les organisations et des conférences de praticiens "dans les jours qui viennent" pour envisager une action commune de protestation.

"Nos organisations et les Conférences soutiennent la réforme de l'hôpital et de sa gouvernance", a rappelé le Dr Aubart.

Cette réforme de la gouvernance "pêche aujourd'hui par le faible développement de la délégation de gestion freinée par certaines organisations", a-t-il dénoncé en visant les organisations de directeurs.

san/cd/APM polsan
redaction@apmnews.com